

Lettre mensuelle d'information du mois de juin 2024 de la CGT FINANCES PUBLIQUES 41

Mutations :

De nombreuses vacances de postes dans presque tous les services : selon la Direction, -17 B et -8 C ; selon le ressenti et la charge de travail des agent.e.s, BIEN PLUS !

Gel de situation pour les EDR, le SPFE, la BDV et le PCRP ...

Aucun changement n'a été apporté par la Direction. "Pourquoi la règle de l'ancienneté n'a pas été respectée ?" : "C'est à cause de priorité ou de postes tous pourvus dans le service demandé".

Mais soyons sans craintes, la Direction "gère la pénurie d'agent.e.s" ...

La CGT Finances publiques 41 fait le constat dramatique que plus aucun service ne peut fonctionner correctement : tous les services sont désorganisés et le malaise des agent.e.s ne fait que s'accroître !

Nous demandons :

- des recrutements d'agent.e.s sous Statut et 0 vacance de postes : remplacement de tous les départs (retraite, concours, mutation).
- le rétablissement des CAP de mutations de plein exercice
- la transparence pour les agent.e.s dans la confection des mouvements de mutations et de premières affectations dès le mouvement national
- la fourniture aux élus des documents ayant servi à confectionner les mouvements
- un mouvement unique titulaire et stagiaire classé à l'ancienneté administrative.

*Retour en
bref sur :*

Le 13 juin :

300 personnes réunies pour soutenir les salarié.e.s de POULAIN contre la fermeture de l'usine à Villebarou.

Le 15 juin :

1500 personnes rassemblées à Blois pour lutter contre les idées d'extrême droite

Le 24 juin :

HMI à Blois

30 juin et 7 juillet :

Elections législatives



Point sur la situation au SDIF :

Le 27 juin, le Directeur a présenté "une synthèse des expressions recueillies" par Kathleen Couty.

Nous apprenons que l'échange entre la Direction et les collègues du SDIF s'est de nouveau terminé avec un goût amer...

La Direction ne semble toujours pas comprendre les problématiques que nous dénonçons depuis tant d'années.

Plus que jamais, nous soutiendrons les luttes qui ont pour but d'améliorer le quotidien des collègues et du Service public.

Plus que jamais, luttons ensemble !

Protection sociale complémentaire :

Pourquoi la Fédération des Finances a signé cet accord ? : retrouvez toutes les informations sur le liens suivant :

<https://www.cgtfinancespubliques.fr/public/vos-droits/protection-sociale-complementaire/article/psc-pourquoi-la-federation-des-finances-a-signe-cet-accord>

Rappel sur les risques psycho-sociaux :

Stress, dépression, burn-out, harcèlement moral, acte suicidaire, violences externes ou internes, pratiques addictives, ...

Les risques psycho-sociaux mettent en jeu des contraintes professionnelles qui conduisent à des conditions de travail dégradées et à une souffrance mentale des agents.

Ils sont étroitement liés aux pratiques managériales destinées à réduire les coûts dans la Fonction publique.

Face à la moindre alerte, ne restez pas seuls parlez-en autour de vous et prenez contact avec un de vos représentants syndicaux !



L'actualité du pays

Suite aux résultats des élections du 9 juin 2024, Emmanuel Macron a fait le choix de dissoudre l'Assemblée nationale et d'entraîner l'obligation de devoir organiser des élections législatives en un temps record qui pourraient mettre au pouvoir un parti qui nous rappelle les plus tristes périodes de notre pays.

Emmanuel Macron en porte la première responsabilité : il n'a cessé de banaliser les idées d'extrême droite (*) en reprenant ses thèses, son vocabulaire, et mène avec le patronat une politique sociale violente qui accrédite l'idée que la seule alternative serait l'extrême droite.

() Rappel : Le Conseil d'Etat a confirmé le 11 mars 2024 le classement à "l'extrême droite" du RN par le Ministère de l'intérieur pour les élections. A l'inverse, la France insoumise, tout comme le Parti communiste français font partie du bloc « gauche*

Si nous faisons le choix de nous exprimer durant la période d'élections en cours, c'est que nous avons de sérieuses raisons de nous inquiéter. En effet, depuis ses origines et jusqu'au cours de cette campagne électorale des Européennes, des candidats d'extrême-droite ont fait part de leur désir d'un monde du travail où les contre-pouvoirs seraient affaiblis, en visant en priorité les organisations syndicales, tout en voulant porter atteintes au droit de grève, en particulier dans les services publics. Nous avons vu l'extrême-droite à l'œuvre dans l'histoire et actuellement (Russie, Hongrie, Argentine, Pologne, Italie) : austérité pour les salaires et les services publics, réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats, attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, remise en cause du droit à l'IVG, politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité.

Dans tous les pays cités, les libertés ont été piétinées, la violence et la haine ont remplacé les valeurs d'égalité, de solidarité, de fraternité.

Nous sommes tristes mais combatifs en gardant l'espoir d'un monde meilleur par un sursaut citoyen.



À l'Assemblée Nationale, le RN a voté :

SUR LE POUVOIR D'ACHAT

Contre le blocage des prix des produits de première nécessité

Contre la gratuité des cantines scolaires pour les plus modestes

Contre la revalorisation des petites retraites

Contre la garantie d'autonomie des jeunes à 1063 €

Contre le gel des prix des loyers

Contre les hébergements d'urgence Travail

Et

Pour la fin des droits au chômage après un abandon de poste

Pour la fin des allocations de chômage en cas de refus de CDI à la fin d'un CDD

Pour la réduction des droits au chômage des étrangers hors UE

Pour l'interdiction de la présence des étrangers au sein des instances représentatives des personnels

Pour la limitation du droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles

SUR LES SALAIRES

Contre l'augmentation du SMIC

Contre l'indexation des salaires sur l'inflation

SUR LA FISCALITÉ

Contre une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'€

Contre la taxe sur les super-profits

Contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe

Contre la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale

Contre le rétablissement de l'ISF

Et

Pour la hausse du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires

Pour la baisse des impôts de production CVAE

SUR LES SERVICES PUBLICS

Contre le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires

SUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Contre l'attribution d'un milliard d'€ dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes

SUR L'ÉDUCATION ET CULTURE

Contre l'augmentation des budgets des universités

Contre la gratuité des fournitures scolaires pour les plus modestes

Contre l'achat de mangas avec le Pass Culture

SUR L'ÉCOLOGIE

Contre la taxation des yachts et jets privés

Contre la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien

